

Il y a quelques semaines, Hervé FERON est intervenu auprès de la Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Réforme de l'Etat, pour soutenir les agents des Finances publiques de Meurthe-et-Moselle face à l'annonce de 25 suppressions de postes.

Depuis 2002, ce sont en effet près de 300 postes qui ont disparu dans le département, et il est prévu la suppression de 25 nouveaux postes en 2012, sur 2.441 au niveau national. Ces disparitions constituent ni plus, ni moins, qu'une nouvelle attaque contre les services publics de proximité, et ce sont bien les usagers, mais aussi les collectivités locales qui vont en faire les frais.

Ces suppressions de postes ne se justifient pas du tout, puisque les contribuables se présentant à l'accueil sont de plus en plus nombreux, que les délais d'attente ne cessent donc d'augmenter, et que la charge de travail a explosé. En résumé : la qualité du service public et les conditions de travail des agents se dégradent chaque jour.

On a finalement là l'impression d'un double discours de la part du Gouvernement, qui d'un côté souhaite accentuer la lutte contre la fraude fiscale, mais de l'autre ne donne pas à la France les moyens humains d'y parvenir.

Hervé FERON avait alors demandé donc à Valérie PECRESSE si elle comptait maintenir ces emplois, notamment dans le but de lutter contre ces fraudes fiscales, ou si elle maintenait ces suppressions en faisant ainsi payer une fois de plus les mauvais choix budgétaires des cinq années passées aux Français.

L'intersyndicale Finances écrit

Mécontents des 25 nouvelles suppressions d'emploi programmées pour 2012 en Meurthe-et-Moselle parmi les agents des Finances publiques, l'intersyndicale CFDT-Solidaires-CGT-FO a écrit une « lettre ouverte aux élus de Meurthe-et-Moselle ». Le but, rapporter la mesure, qui vient « après la suppression déjà réalisée de 300 emplois en dix ans ».

Les élus ont demandé aux parlementaires qu'ils relayent leur colère et leur demande.

Et ils ont reçu déjà trois réponses, celle du député PS Hervé Féron, de la sénatrice du Pays Haut Evelyne Didier demandant toutes deux à

Valérie Pécresse, ministre du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'Etat de rapporter la mesure, et celle du député radical Laurent Hénart, qui a posé une question écrite au gouvernement allant dans le même sens.

L'intersyndicale s'était déjà mobilisée le 10 janvier en troublant la tenue du Comité technique paritaire présidé par la directrice départementale des Finances, Mme Noiton, et le 2 février en manifestant devant la direction départementale des Finances. Mouvement accompagné par une grève suivie selon elle par 45 % des agents du Département.

ER 03/03/2012